

Feignasse

Le papier des sans emploi, précaires, et tous ceux qui sont privés de moyen d'existence / Outre Furan, mai 2013 / N° 0



CHÔMEURS PAS CHIEN

Nous appelons tous les travailleurs précaires, les intérimaires en colère, les intermittents du spectacle et de l'emploi, les saisonniers, les stagiaires démotivés, les étudiants désorientés, les retraités en mal de revenu, les sans-papiers, les licenciés preneur d'otages, les travailleurs forcés...

à inventer ensemble une grève des chômeurs, une grève de tous les précaires.

Ce n'est pas parce que nous n'avons pas d'usine où nous retrouver qu'on ne va pas s'organiser. Mais ce serait quoi une grève des chômeurs ?

Déjà le refus de nous laisser harceler, mobiliser, culpabiliser, insérer...

C'EST LE SYSTÈME QUI CRÉE LE CHÔMAGE

Une entreprise va mal ? On licencie. Une entreprise va bien ? On investit sur les marchés financiers, et on licencie.

Les relations sociales n'ont pas évolué aussi vite que la technique et si les machines travaillent à notre place ce n'est pas pour nous libérer du travail mais pour nous priver de ressources. De plus, là où du travail "humain" est encore indispensable, on le délocalise vers les pays aux bas salaires, ou on importe des immigrés sous-payés pour le faire, dans une spirale descendante infernale.

LA LUTTE CONTRE LES CHÔMEURS

Tout le monde le sait. Mais officiellement, c'est toujours "la lutte contre le chômage", en fait contre les chômeurs.

On trafique les statistiques, on "occupe" les chômeurs, on multiplie les contrôles. On ajoute de la morale, on culpabilise, en affirmant que les chômeurs seraient responsables de leur sort, en exigeant des preuves de "recherche active d'

emploi". Aujourd'hui, on ne conteste plus les conditions de travail, on doit se sentir heureux du seul fait de ne pas être au chômage. Et les chômeurs doivent se dire malheureux pour la seule raison qu'ils n'ont pas de travail.

LE CHÔMAGE C'EST LA SANTÉ DU MARCHÉ

C'est justement parce que l'argent, et non l'utilité sociale, est le but, que le chômage existe. Que se passe-t-il, dès qu'une entreprise annonce une charrette de licenciements ? Les actionnaires sautent de joie, les spéculateurs la félicitent pour sa stratégie d'assainissement, les actions grimpent, et le prochain bilan témoignera des bénéfices ainsi engrangés.

LE CHÔMEUR ÇA RAPPORTE...

De la sorte, on peut dire que les chômeurs créent plus de profits que leurs ex-collègues. Il serait donc logique de les récompenser pour leur contribution sans égal à la croissance. Au lieu de cela, ils touchent des miettes.

PAR CONTRE LA GESTION DU CHÔMAGE ÇA COÛTE...

En 2003, chaque chômeur revient à 26 555 euros par an et s'il les touchait directement ? Si le chômeur est malheureux, ce n'est pas parce qu'il n'a pas de travail, mais parce qu'il n'a pas d'argent. Ne disons donc plus "demandeur d'emploi" mais : "demandeur d'argent", plus : "recherche active d'un emploi", mais : "recherche active d'argent". Les choses seront plus claires.

Notre première proposition est immédiatement applicable : suppression de toutes les mesures de contrôle contre les chômeurs, fermeture de toutes les agences et officines de flicage, manipulation statistique et propagande (ce serait notre contri-

bution aux restrictions budgétaires en cours), et versement automatique et inconditionnel des allocations augmentées des sommes ainsi épargnées.

Le nouveau délire ultra-libéral reproche aux chômeurs de se complaire dans l'assistance, de vivre aux crochets de l'État, c'est pour la solidarité que nous avons bati l'état sinon on peut s'organiser sans lui.

Et notre seconde proposition est que tout ce qui concerne les précaires et les chômeurs soit géré par eux mêmes.

EXCLUSION ? INSERTION ?

Mais qui aujourd'hui voudrait vivre comme un cadre sup stressé, qui aurait envie de se bourrer le crâne de ses rangées de chiffres sans esprit, de crever de son infarctus, de vivre une vie qui n'a aucun sens ? C'est de bon cœur que nous nous excluons de l'abstraction dominante ; c'est une autre sorte d'intégration que nous recherchons. **Nous pratiquons et nous voulons développer des activités sociales utiles pour tous.**

La question classique, combien d'argent me faudrait-il pour bien vivre, est mal posée. Qui vit complètement isolé, en état d'apesanteur sociale, n'aura jamais assez de fric pour combler sa misère existentielle. Le sentiment d'être utile à la communauté a disparu de 95% des jobs. **La question n'est plus : à quoi ça sert, mais, combien ça rapporte. Nous ne voulons pas de ce travail là.**

Spartacus

Largement inspiré du Manifeste des Chômeurs Heureux. Lecture publique à trois voix, en chaise-longue et agrémentée de diapositives, donnée pour la première fois le 14 Août 1996 au "Marché aux Esclaves" du Prater (Berlin-Est) devant une assemblée mi-enthousiaste, mi-dubitative.



Affiche du mouvement des occupations de mai 68

LE MYTHE ÉCONOMIQUE

UN RACKET OFFICIEL

Le capital est malade de trop d'argent. Le vol d'une partie de la force de travail s'est tellement accumulé dans le capital, au cours du temps, que la production mondiale de marchandises, plus les services qui s'y attachent, ne représentent plus que 3 % des richesses du monde. Il n'y a jamais eu dans l'histoire du monde, autant de richesses accumulées par un aussi petit nombre d'individus, que depuis l'invention spectaculaire de la crise. La réalisation sans fin de dettes crée de la monnaie et produit une richesse illimitée, libérée des contraintes inhérentes à la production de marchandises. Cet enchaînement effréné de dettes cumulées est devenu pour quelques-uns, le seul moyen de rafler très rapidement des fortunes gigantesques sur le dos de populations conditionnées dans l'obsession permanente d'une crise inévitable, devenue fatalité.

Contrairement aux idées reçues de l'économie-spectacle certains faits vérifiables peuvent permettre de remettre en question tout un système qui se croit indispensable. Les dépenses de l'État français ont baissé depuis vingt ans, cependant deux fois moins que la baisse des recettes. Les cadeaux fiscaux effectués par l'État depuis l'an 2000 représentent un manque à gagner de plus de 100 milliards d'euros par an. Plus de 600 milliards d'avois, bien planqués dans des paradis fiscaux, manquent à l'État français. Si la banque centrale européenne (BCE) avait accepté de prêter directement aux pays de la zone euro comme elle le



fait pour les banques, c'est-à-dire au taux de 1 %, comme cela se passe aux États-Unis, il n'y aurait plus de dette de l'État français aujourd'hui. Et s'il n'y avait plus de cadeaux fiscaux, plus de paradis fiscaux, si l'on fonctionnait comme dans les années 60, l'État pourrait plus que doubler ses dépenses, sans aucune dette... Si l'on discerne comment on a pu en arriver là, on peut alors comprendre ce qui se passe aujourd'hui.

La crise, dont les cycles se sont accélérés jusqu'à devenir permanente, n'est plus une exception temporaire du capitalisme, mais bien son nouveau fonctionnement routinier. Le processus d'appauvrissement sans limites des populations, l'institutionnalisation du racket des États, sont devenus le moteur d'un système qui s'emballa en pillant tout

ce qu'il trouve, son économie, son futur, pour sauver l'expansion des gains démesurés des truands milliardaires, dans un instant sans devenir. La croyance en la crise est de l'ordre de la foi en la divine économie qui règne, toute puissante, sur son monde. Penser la crise avec les yeux de l'économie politique, c'est non seulement l'accepter, mais se soumettre aveuglément à ce système d'exploitation et s'y résigner religieusement.

ESCROQUERIE SUR UN FUTUR EN PERDITION

La dette ne peut qu'augmenter, quand les recettes diminuent irréversiblement. Depuis le début de la crise, les paradis fiscaux, remis temporairement en question et déjà oubliés, se sont réorganisés et se développent rapidement. Plus de 26 000 milliards de dollars d'actifs financiers de particuliers, seraient dissimulés dans les paradis fiscaux, par des montages complexes entre trusts, financiers et sociétés offshore. Le secret bancaire suisse ayant été réduit, le « Trust discrétionnaire et irrévocable » est devenu le principal instrument de l'évasion fiscale en pleine expansion.

Le lobby de la finance, le plus puissant des lobbys, achète les politiques en payant leurs campagnes. Les politiques servent le capital et l'État gère le système d'exploitation en place. L'Article 123 du Traité de Lisbonne oblige les États européens à emprunter, non plus à la Banque de France ou à la BCE sans intérêts, mais sur les marchés financiers avec des taux importants. Actuellement, l'État ne rembourse que les intérêts de sa dette. En 2008 nous avons payé en France plus de 55 milliards aux prêteurs, pour les seuls intérêts et pour une seule année, c'est plus que la totalité des impôts sur le revenu. C'est ce qu'on appelle « la charge de la dette ». L'État a payé plus de 1300 milliards d'euros d'intérêts entre 1980 et 2008. C'est la rançon à payer aux financiers pour avoir le droit d'exister. Si l'on avait emprunté à la Banque de France sans intérêts, comme on le faisait jusqu'aux années 70 (droit de création monétaire), on aurait déjà remboursé la dette. La création monétaire est aujourd'hui aux mains de banques et de financiers privés qui exigent des intérêts. En créant de la monnaie, on imprime de la nouvelle dette. La dette consiste en un capital assorti d'intérêts dus. C'est davantage de dettes qui sortent des banques et des transactions financières. Cet argent, qui n'est plus le fruit d'un travail, est créé électroniquement sur l'écran d'un ordinateur à partir de dettes.

Avec l'acceptation de la « Règle d'or » et du Mécanisme Européen de Stabilité les politiciens au pouvoir ont remis la maîtrise de leur budget aux mains de technocrates européens, larbins des milliardaires. L'État se dissout dans une Europe totalitaire.

Contrairement aux apparences du spectacle de l'économie, les États les plus endettés au monde ne sont pas la Grèce et l'Espagne, mais d'abord les États-Unis, puis le Royaume-Uni et le Japon, pourtant tous bien notés. Les attaques de fonds spéculatifs américains sur les dettes des États européens provoquent une augmentation des taux d'intérêt. La valeur d'un CDS qui parie sur la dette d'un État, augmente avec la probabilité de défaut de paiement du pays. Ce sont des transactions privées qui ne sont ni enregistrées ni recensées ni contrôlées. Les trafics financiers abondent. Même les banques

françaises, qu'on a renflouées, spéculent sur le risque de faillite de la France.

L'austérité, payée par les populations, est égale à la différence entre le prix de départ des obligations d'État et leur prix à l'arrivée, après la chute que les financiers ont eux-mêmes provoquée. Cette différence, payée par la population, est empochée par les spéculateurs milliardaires.

Dans le système de la dette, la solvabilité d'un État se définit comme la capacité à générer une croissance positive soutenue, qui doit excéder les obligations vis-à-vis des créanciers, afin de couvrir le capital, plus les intérêts, plus la création de richesse. L'État est condamné à soutenir ce rythme de croissance effrénée, sinon le déclin abyssal, budgétaire et fiscal, le guette. Il ne peut y échapper qu'en s'endettant encore plus. Imprimer de la nouvelle dette pour soutenir à bout de bras la dette existante a pour conséquence de s'enfoncer dans le cercle infernal des dettes sans fin.



TRAFIC À L'OMBRE DU SPECTACLE

Il y a d'abord les Hedges funds, des fonds alternatifs qui se composent d'actions, de matières premières, de dettes, d'immobilier et de produits dérivés. Ils ont des rendements illimités quand ils se regroupent afin de mieux manipuler le marché avec un fort effet de levier, et multiplier ainsi leurs gains avec un risque minime. Ces fonds spéculatifs qui représentent près de 2 000 milliards de dollars, sont à 80 % en dollars, et n'attaquent jamais les États-Unis, car les trois quarts d'entre eux sont américains ou britanniques.

Les produits dérivés parient toujours sur la chute. Ces fonds spéculatifs jouent gros et les investisseurs suivent comme des moutons apeurés. Les agences de notation ne font que suivre les indications du marché opaque des CDS, régi dans l'ombre par quelques escrocs milliardaires. Avec l'austérité, les populations payent les gains que les spéculateurs empochent. La complexité du système permet de maintenir le secret sur la plus gigantesque escroquerie de l'Histoire, grâce à la supercherie de la crise. Le concept de crise est un leurre médiatique qui cache une stratégie spéculative de grande ampleur, un racket gigantesque des populations qui doit rester secret pour sauver les apparences et la soumission.

Pendant la crise financière de 2008, les dérivés OTC (Over the counter ou de gré à gré) ont propagé le séisme financier. Un dérivé OTC est une sorte d'assurance, un contrat conclu entre deux parties et dont la valeur est dérivée d'un actif sous-jacent, tel qu'un taux d'intérêt, une devise, une action... La vocation première de ces contrats est de se protéger contre les risques (taux d'intérêt, de change, de crédit...). Ces contrats ne sont pas standardisés et

ne sont donc pas négociés sur des marchés organisés et échappent aux régulateurs. Ces fonds spéculatifs propagent un risque général sur l'ensemble du système en cas de panique.

D'un marché de gré à gré (OTC), une partie du marché des CDS est en passe de s'organiser et d'être réglementé. Les dérivés standardisés seraient désormais régulés par des autorités de contrôle, sur des marchés organisés dans des chambres de compensation. Le Marché des dérivés de crédit non standardisés, est un marché qui semble rester non organisé (OTC), dominé par un nombre restreint d'acteurs, et qui continuerait à se traiter sans chambres de compensation. Les dérivés OTC sont traités et négociés directement entre deux parties.

L'utilisation de plate-formes électroniques est rare pour ces instruments, davantage traités à la voix. Le fait qu'une transaction ne soit pas confirmée par écrit n'a pas d'incidence sur sa validité. L'enregistrement des conversations téléphoniques peut servir d'éléments prouvant l'existence d'une transaction. Ce contexte, qui le met hors de contrôle, a permis au marché des dérivés OTC de connaître une croissance exponentielle ces dix dernières années, en multipliant par six leur volume.

Pour les produits complexes appelés aussi « titrisation », ils répartissent et étalent un risque diversifié par mixage et éparpillement. L'information sur ces titres est très chère et réservée aux market makers (teneurs de marché). Aucune information utilisable n'est disponible sur les volumes traités, ni sur les paramètres essentiels de valorisation. De fait, ni les utilisateurs finaux, ni leurs auditeurs, ni les régulateurs ne peuvent, à de rares exceptions, disposer du cadre nécessaire et suffisant pour suivre les valeurs et les risques sur les produits OTC complexes. La crise financière a été aggravée par l'incompréhension des experts, des modes pratiques de fonctionnement des marchés complexes qui s'effectuent en dehors des marchés organisés. On peut compter environ 800 000 milliards de dollars de produits dérivés en circulation aujourd'hui, soit plus de 13 fois l'économie mondiale (PIB mondial proche de 60 000 milliards de dollars).

En 2010, le volume du marché des changes (Forex) est situé aux environs de 4000 milliards de dollars par jour (BRI), quasi uniquement en transactions de gré à gré, dont près de la moitié au Royaume-Uni et aux États-Unis. La grande majorité des transactions de change de devises sont spéculatives et ne durent pas plus de 7 jours. Il est impossible de connaître précisément les volumes gigantesques traités sur ce marché.

Quelques gros fonds spéculatifs attaquent stratégiquement un pays et les petits investisseurs suivent comme des moutons. Les agences de notations s'alignent sur les cours des CDS, leurs notes sont directement dictées par ce marché de truands et de voleurs, dans l'opacité et le secret. La complexité volontaire des transactions financières entretient la confusion et permet de maintenir dans le secret ses escroqueries planétaires.

On ne voit jamais ce qui est hors champ de l'objectif du spectacle. Les grands financiers ont maintenant la maîtrise et le contrôle de la presse et de l'information. Le spectacle économique est leur idéologie qu'ils imposent au monde entier. La régulation du système financier n'est qu'un leurre. La puissantisissime haute finance s'adaptera et ne sera jamais contrôlée.

Mais aucune règle n'est absolument définitive et l'on peut toujours se jouer des règles que l'on croit immuables. En s'inventant des pratiques utopiques réalisables, des incroyances fonctionnelles, utilisant les situations dans un renversement de perspective, nous pourrions libérer l'instant vécu de l'autorité des calculs rentables et de l'oppression marchande, pour construire ensemble, sans idéaux préconçus, les germes d'un monde nouveau, dont on n'arrive pas encore à imaginer l'ampleur de ses possibilités.

Lukas Stella

**La France
est un pays
très riche
en pauvres**

LES COMPTES SONT TRUQUÉS

En France le nombre de chômeurs officiels s'élèverait à plus de trois millions. N'oublions pas qu'un chômeur sur deux, inscrit à Pôle Emploi, ne perçoit aucune indemnité. "Les vrais chiffres du chômage" arrivent eux, à un total de 9 millions de demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels.

Le compte n'y est toujours pas. Reprenons le problème à l'envers en comptant ceux qui bossent. Selon l'INSEE le nombre de personnes actives seraient près de 28 millions, sur une population de 65,8 millions. Les personnes de 15 à 64 ans représente 65 % de la population, soit plus de 42 millions. Si j'enlève les 28 millions de personnes actives, j'obtiens 14 millions de personnes sans emploi et en âge de travailler, soit 33 %, un tiers

de la population active sans travail. Nous sommes loin, très loin des chiffres officiels. Il y aurait donc plus de 12 millions de personnes entre 15 et 64 ans sans aucun revenu.

Un quart des salariés gagne moins de 750 € par mois. Le salaire moyen officiel, affiché de partout, se monte à plus de 2000 € par mois. Le salaire médian, la moitié touche plus et l'autre moins, se monterait à 1675 € par mois. Mais en prenant en compte les petits boulots, alternés de période de chômage, le salaire médian dégringole, c'est à dire que la moitié des salariés survivent avec moins de 1400 € par mois, et la plupart beaucoup moins.

Les comptes sont truqués, les chômeurs invisibles effacés, les statistiques manipulées pour nous tromper sur l'image que l'on se fait de la réalité.

POLICEMPLOI

Pôle emploi est la courroie de transmission permettant aux discours gouvernementaux méprisants à l'égard des dits « assistés » de prendre corps à travers les mesures visant à suspecter, fliquer,

infantiliser, culpabiliser les chômeurs tenus pour responsable de leur sort !

Lutter contre le chômage ? En réalité pôle emploi radie 500 000 chômeurs par an, non pas parce que ces derniers auraient retrouvé un emploi mais parce qu'ils n'ont pas été d'irréprochables demandeurs d'emplois. Ils n'ont pas accepté n'importe quel travail à n'importe quel prix dans n'importe quelles conditions ! Ils ont refusé un énième stage CV inutile ! Ils en ont eu marre des contrôles mensuels — qui n'apportent aucun soutien concret sinon la peur au ventre — et se sont laissés radier !

La résistance se paie au prix fort quand on est au chômage ! Seul un renversement de rapport de force peut être en mesure de changer la donne !

Extrait d'un tract du Mouvement des Chômeurs et Précaires en Lutte de Rennes



L'AUSTÉRITÉ CONSTRUITE SUR UNE ERREUR DE CALCUL

On découvre qu'une prestigieuse étude en économie, citée des centaines de fois dans le monde occidental, contient une erreur de débutant.

Nombre d'économistes, au moins 500 articles universitaires, ont répercuté les conclusions de leurs collègues, sans jamais vérifier leurs calculs. Le 13 février 2013, Olli Rehn, Commissaire européen aux affaires économiques, faisait référence à cette étude pour soutenir sa politique d'austérité en Europe.

Mardi dernier, 16 avril, un chercheur américain, Mike Konczal, semait la pagaille parmi les défenseurs de la théorie économique de l'austérité : c'est-à-dire ceux pour qui la crise économique dans laquelle nous vivons depuis 2008 ne sera résolue que par une vigoureuse réduction des dépenses gouvernementales, afin de réduire la dette. Ce que révélait Konczal, c'était qu'une des principales justifications des politiques d'austérité ces dernières années, une étude signée par deux économistes

de Harvard en 2010, était construite sur une erreur volontaire, dissimulée dans un tableau Excel.

Les premiers à s'y être attelés sont trois économistes de l'Université du Massachusetts. En gros, ils concluent que Kenneth Rogoff (Chef économiste du FMI) et Carmen Reinhart avaient commis trois erreurs, dont celle du tableau Excel. Ils avaient notamment exclu du calcul du taux de croissance cinq des pays à la dette élevée (dont le Canada).

Mises bout à bout, ces trois erreurs annulent la conclusion de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff qui était devenue la base « scientifique » des politiques d'austérité : leur « calcul » semblait en effet démontrer que, passé le seuil magique où la dette représente 90% du PIB, un pays basculerait du côté de la dépression, d'où l'urgence de couper dans les dépenses. Or, une fois l'erreur corrigée, à 90 % du PIB on obtient une croissance positive de 2,2%.

En attendant, ironise l'économiste Paul Krugman dans son blogue du New York Times, on est en présence d'une erreur qui a, grosso modo, « détruit les économies du monde occidental ».

Les dérives de la finance ont été falsifiées en dérives des dépenses. On peut aujourd'hui constater que l'économie n'est pas scientifique, mais bien l'idéologie de la caste des milliardaires, qui domine le monde et contrôle sa représentation.



CHÔMEUR IMMOLÉ

La veille de son immolation devant Pôle Emploi, Djamel Chaar écrit : « J'ai travaillé 720 h et la loi, c'est 610 h. Et Pôle emploi a refusé mon dossier ». Le ministre du travail et du dialogue social répondra : « Les règles ont été appliquées avec l'humanité qui convient, avec les explications nécessaires, mais il y a parfois des moments où on est dans une telle situation, qu'on ne comprend plus les explications ». Sans commentaire...

« Aujourd'hui, c'est le grand jour pour moi car je vais me brûler à Pôle emploi. »

Djamel Chaar, Nantes, février 2013.

INFORMEZ-VOUS PAR VOUS-MÊME !

<http://www.ac-chomage.org/>
<http://www.ac.eu.org/>
<http://mcpl.revolublog.com/>
<http://www.mncp.fr>
<http://www.apeis.org/>
<http://www.chomiste-land.com/>
<http://www.actuchomage.org/>
<http://www.modes-d-emploi.net/>
<http://www.stop-precarite.fr/>
<http://www.recours-radiation.fr/>
<http://www.cip-idf.org/>
<https://cafard93.wordpress.com/>
<http://ccpl59.over-blog.com/>
<http://contrelapreca.eklablog.com/>

SUD Chômeurs 42, 20 rue Descours St-Etienne, Tél. 06 68 64 01 77, sudchomeurs42@laposte.net



COLLECTIF DES FEIGNASSES
feignasses@laposte.net

Chômage dans la Loire

Les chiffres officiels du chômage du mois mars 2013, dans la Loire : 55 463 demandeurs d'emploi, dont 6 372 jeunes et 8 395 seniors.

Combien de chômeurs invisibles ? Combien de sans emploi réel ? Deux ou trois fois plus ?..

Nous appelons tous les sans emploi, précaires ou autres exclus, à prendre le droit d'être heureux ensemble, pour au moins un moment.

VENEZ À L'ASSEMBLÉE DU COLLECTIF DES FEIGNASSES POUR PRÉPARER

La fête des chômeurs

Musiciens, bavardages, rencontres, discussions, informations, et tout ce que vous voudrez proposer...



**le mercredi 15 mai à 18 h au local SUD
 20 rue Descours à Saint-Étienne**